



## La loi bancaire du 28 juillet 2013

Au terme de six mois d'échanges, le Parlement a adopté le 18 juillet 2013 la loi de séparation et de régulation des activités bancaires qui peut se résumer en 100 mesures (cf. document du Ministère de l'Économie et des Finances, [www.economie.gouv.fr/files/reforme-bancaire-100-mesures.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/reforme-bancaire-100-mesures.pdf)).

La loi cantonne dans une filiale séparée les opérations menées par les banques sur les marchés financiers pour leur propre compte et pour leur seul intérêt. Elle renforce les pouvoirs de contrôle et d'intervention de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et de l'ACP qui devient l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

La nouvelle loi permet aux Collectivités de créer leur propre agence de financement dotée d'une filiale qui exercera une activité de prêt. S'agissant de la protection du consommateur, la loi plafonne certaines commissions d'intervention prélevées par les banques et développe l'information sur l'assurance emprunteur. Enfin, la loi prend diverses mesures pour améliorer le traitement du surendettement et contrer les dérives financières ainsi que les paradis fiscaux.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique qui devrait intervenir avant la fin de l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). Après six trimestres de contraction du PIB dans la zone euro, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration modeste par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité à des niveaux faibles. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail reste morose (...). S'agissant de l'analyse monétaire, l'expansion monétaire sous-jacente et, en particulier, la croissance du crédit sont demeurées atones en juin (...). La faible dynamique des prêts continue de traduire essentiellement le stade actuel du cycle économique, l'intensification du risque de crédit ainsi que l'ajustement en cours des bilans des agents financiers et non financiers. »

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié, le 31 juillet, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en juin 2013. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 10,9 %, en légère baisse par rapport à mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à juin 2012, où ils se situaient respectivement à 11,4 % et 10,5 %.

### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

1 - Loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?idDocument=JORFDOLE000026795365&type=general>

La loi organise la séparation entre les activités de dépôts et de financement de l'économie « réelle » et les activités spéculatives qui devront être filialisées. La loi organise également un système de résolution des crises bancaires : en cas de difficulté les pertes financières devront d'abord être absorbées par les actionnaires et par certains créanciers. L'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) qui deviendra l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) aura ses pouvoirs de prévention et d'intervention renforcés. La loi crée également une nouvelle autorité : le Haut Conseil de Stabilité Financière en charge de l'identification précoce des risques systémiques et disposant de pouvoirs lui permettant par exemple d'obliger une banque à disposer de fonds propres supplémentaires. Enfin, la loi comporte des mesures de protection du consommateur comme le plafonnement de certains frais pour les populations fragiles, le renforcement du droit au compte ou l'amélioration de l'efficacité des procédures de surendettement.

2 - Arrêté du 29 juillet 2013 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000027778086&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>. A compter du 1<sup>er</sup> août 2013, les taux du Livret A, du Livret bleu, du Livret de développement durable (LDD) sont ramenés de 1,75 % à 1,25 %, le taux du Livret d'Épargne Populaire passe de 2,25 % à 1,75 % et le taux du CEL (hors primes d'état et avant prélèvements sociaux) est ramené de 1,25 % à 0,75 %.

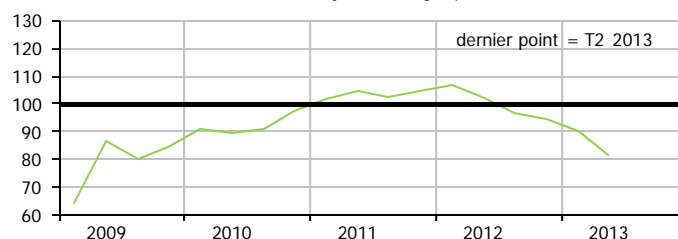
## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### Publication des Premières tendances au deuxième trimestre 2013

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau au deuxième trimestre 2013 pour le cinquième trimestre consécutif. En baisse de près de 9 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,6 points) et tombe à son niveau du troisième trimestre 2009.

Cette diminution s'explique surtout par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlement de la clientèle. La trésorerie est également jugée dégradée et devrait rester mal orientée le trimestre prochain. Face à cette nouvelle détérioration de la conjoncture, les intentions d'investir à un an ralentissent mais restent bien orientées.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Cette note est téléchargeable librement sur le site de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

### La conjoncture bancaire et financière au deuxième trimestre 2013

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois de juin, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. La collecte de dépôt devrait enregistrer un rebond tandis que l'activité de crédit afficherait un repli.

Dans un environnement économique que les dirigeants des établissements de crédit jugent morose, l'activité bancaire ne devrait montrer aucune perspective de reprise dynamique, en matière de crédit, au troisième trimestre 2013 : la tendance à la baisse du financement de la consommation et de l'habitat des particuliers risque en effet de se prolonger tandis que les crédits à l'équipement des entreprises ne devraient connaître qu'un timide redémarrage. La collecte de dépôt resterait en revanche orientée à la hausse, bien qu'à un rythme amoindri.

### Des encours de crédits en retrait à Saint-Martin à fin mars 2013...

Dans un contexte économique difficile, l'encours des crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Martin enregistre un nouveau recul en début d'année (-5,8 % en rythme annuel après -2,7 % fin 2012). Sur trois mois, l'encours affiche une légère baisse (-0,8 %).

L'encours détenu par les entreprises se contracte, tant en rythme annuel (-13,7 % soit -13,4 M€) que trimestriel (-2 %). Cette diminution provient du net recul des crédits d'exploitation et plus précisément de la baisse des comptes ordinaires débiteurs. En parallèle, les financements consentis aux ménages (53 % du total des encours sains) continuent de progresser, mais à un rythme annuel moins soutenu (+2,1 % après +3,3 % en décembre 2012). Les crédits à l'habitat montrent des signes d'essoufflement (+1,4 % après +3,5 % fin 2012) tandis que les crédits à la consommation retrouvent une croissance dynamique.

### ... mais des actifs financiers bien orientés

La collecte d'épargne demeure bien orientée au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : l'encours croît de 4,5 % en glissement annuel (après +3,2 % fin décembre 2012) pour atteindre 285,4 M€. Une croissance soutenue est également observée sur le trimestre (+7,3 %). Cette hausse est plus marquée pour les entreprises (+6,5 %) que pour les ménages (+3 %).

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (51,6 %), connaissent un rebond sur un an (+4,4 % après -0,4 % en décembre 2012), reflétant un comportement de précaution de certains agents économiques. L'épargne longue reste dynamique, progressant de 10,5 % sur un an. En revanche, les placements liquides ou à court terme augmentent plus modérément en raison de la chute des placements indexés sur les taux de marché (-3,1 %).

Pour mémoire, toutes les publications de l'IEDOM sont librement téléchargeables sur le site : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Le Cimap confirme les orientations de la nouvelle défiscalisation

Le 3<sup>e</sup> comité interministériel de modernisation de l'action publique (Cimap) s'est réuni le 17 juillet, à Matignon. Trois milliards d'économie ont été annoncés par le Premier ministre à l'issue du comité ainsi que 200 mesures de simplification administrative, dont l'allègement des obligations comptables des entreprises de moins de 11 salariés, soit 90 % des entreprises ultramarines. Le Premier ministre a demandé une meilleure maîtrise des exonérations de charges (un marché public a été confié à une entreprise chargée d'un audit pour étudier l'impact des 1,2 milliard d'exonération sur la dynamique de l'emploi Outre-mer). Le ministre des Outre-mers a également pris la parole pour présenter le projet du nouveau régime de l'incitation fiscale à l'investissement, un point intermédiaire et non définitif puisque le texte doit être partie prenante du projet de loi de finance initial de 2014 qui sera présenté en septembre 2013.

### Signature d'une convention régionale destinée à favoriser l'exportation

Une convention régionale destinée à favoriser l'internationalisation des entreprises de Guadeloupe et l'exportation a été signée le 15 juillet à la Préfecture. Le dispositif réunit plusieurs mesures pratiques, telles que la création d'un guichet unique à l'export, d'un site internet spécifique et d'un fond d'export, dotation de la Région Guadeloupe.

## Syndicat de valorisation des déchets de la Guadeloupe

Le SICTOM (Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères) de la Guadeloupe change de nom et devient le Syndicat de valorisation des déchets (SYVADE), à l'occasion de la réhabilitation du site, prévue pour le mois d'août, et du lancement de l'exploitation moderne des ordures ménagères de la Gabarre. Ce changement d'identité accompagne également une nouvelle campagne de communication lancée en juillet 2013.

## Emplois d'avenir au Moule

Les acteurs économiques et les associations se sont réunis à l'initiative de la Ville à la médiathèque du Moule pour faire la promotion du dispositif emploi d'avenir : un contrat de travail d'une durée de trois ans destiné aux jeunes de 16 à 25 ans. Différents acteurs étaient présents : Pôle emploi, la Mission locale, Uniformation, la direction du travail, le conseil général et le conseil régional. Lors de sa Commission Permanente du 13 juin 2013, la collectivité départementale avait acté le recrutement de 150 emplois d'avenir pour l'année 2013, dont environ une vingtaine dans les services départementaux et 130 mis à disposition d'associations, d'établissements médico-sociaux, ou d'autres collectivités, ayant signé une convention avec le département. Ainsi, dix emplois d'avenir sont signés, ou en phase de signature, au Moule.

## Rénovation de l'hôtel Pierre et Vacances

La rénovation de l'hôtel Pierre et Vacances a été inaugurée début août. Le directeur de l'hôtel, Yves Jacquet, la présidente du conseil régional, Josette Borel-Lincertin, étaient présents. Le projet a reçu le concours financier de la Région et de l'Europe par le biais du Fonds européen de développement régional (Feder) pour un budget de près de dix millions d'euros. L'hôtel compte actuellement 502 hébergements dont 104 classés haut de gamme.

## Nouvelle présidente de la CGPME

Marie-France Thibus a été nommée à la présidence de la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

# ACTUALITÉ RÉGIONALE

## Création d'une Société d'intérêt collectif agricole à Saint-Martin

Le 19 juillet, une dizaine d'éleveurs se sont réunis à la CCISM afin de finaliser la création d'une Société d'intérêt collectif agricole (SICA) ayant pour mission la structuration et l'organisation du secteur, la commercialisation des produits agricoles et l'assistance technique des professionnels. Les éleveurs détiendront 80 % du Capital de 125 000 euros, les 20 % restants étant la part de partenaires commerciaux. De plus, il est prévu que la société soit actionnaire de la structure mise en place par les éleveurs qui postulera à la gestion de l'abattoir, dont l'ouverture est prévue avant la fin de l'année.

## Présentation du programme des travaux au conseil de quartier à Grand-Case

Le programme des travaux a été présenté au conseil de quartier à Grand-Case le 19 juillet. Les représentants de la collectivité, d'EDF et des entreprises engagées dans ces travaux étaient présents lors de la réunion de commission du conseil de quartier. La première étape, prévue pour début août, consiste à enfouir deux nouveaux câbles EDF actuellement posés en bord de route et afin de soulager le réseau existant dans une zone de plus en plus peuplée. La deuxième étape, qui devrait débiter au mois d'octobre, concerne l'enfouissement des réseaux d'assainissement et d'eau entre Grand-Case et La Savane. Ce chantier devrait durer 6 mois.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

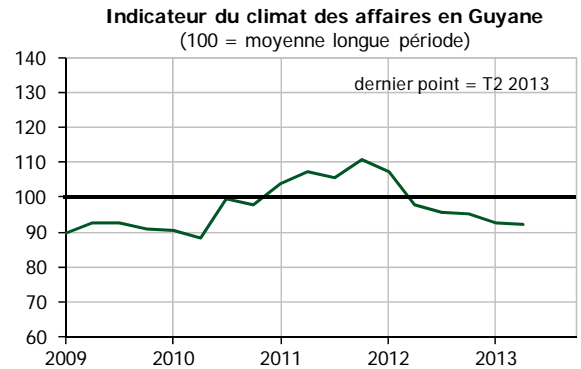
INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Juin 2013	129,3 127,5	0,1 % 0,2 %	1,0 % 0,9 %		
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Direccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Juin 2013	60 090	-1,4 %	4,0 %		
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations - (en cumul - millions d'euros) Importations - (en cumul - millions d'euros)		Juin 2013	152,8 1 364,1	- -	54,2 % 5,2 %		
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Juin 2013 Cumul annuel	397 2 327	16,1 % -	-20,4 % -7,5 %		
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Juin 2013	21 054 618	-0,3 % 19,5 %	0,4 % 37,0 %		

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Juin 2013 Cumul annuel	134 019 996 010	-10,0 % -	6,9 % -1,0 %		
<b>Trafic maritime</b> (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Juin 2013	264 026 60 519	-10,5 % -10,0 %	-12,7 % 12,9 %		
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Avril 2013 Cumul annuel	95 452	-23,4 % -	-5,0 % -1,7 %		
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juillet 2013 Cumul annuel	1 355 8 534	15,5 % -	-6,5 % -6,4 %		
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juillet 2013 Cumul annuel	22 447 143 457	14,5 % -	6,1 % -2,0 %		

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication : « Premières tendances »

L'Indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité à l'enquête trimestrielle de conjoncture, est quasiment stable au deuxième trimestre 2013 (-0,4 point) et s'établit à 92,3 points. Les anticipations positives exprimées par les entrepreneurs pour le troisième trimestre, notamment sur les effectifs et les délais de paiement, sont neutralisées par leurs dépréciations négatives sur le trimestre passé en ce qui concerne l'activité et les délais de paiement.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice est calculé trimestriellement par l'iedom à l'aide d'un sondage auprès des entrepreneurs de la place, et offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'iedom : [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane)

### Emission monétaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 juillet 2013, le cumul des émissions nettes<sup>1</sup> de billets atteint 2,76 milliards €, correspondant à un volume de 70 millions de coupures. L'émission nette cumulée, soutenue, stabilise néanmoins sa progression sur un an à 10,7 % en volume, et 10,2 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 23,98 % en valeur depuis l'introduction de l'euro en 2002.

Les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 46,0 % et 23,1 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 0,6 point, et celles des coupures de 20 € et de 100 € diminuent respectivement de - 0,4 point et de - 0,1 point sur les sept premiers mois alors que la part des autres coupures reste stable. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la part prépondérante de ces billets dans le département. La valeur moyenne du billet en circulation en Guyane reste stable à 39,24 € au 31 juillet 2013 contre 39,25 € au 31 décembre 2012.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> août 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,75 € / litre pour l'essence (+ 4 centimes) et 1,56 € / litre pour le gazole (+3 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,94 €, soit une augmentation de 60 centimes qui s'explique par la hausse de la moyenne des cours du butane (+8,6 %).

### Prix à la consommation

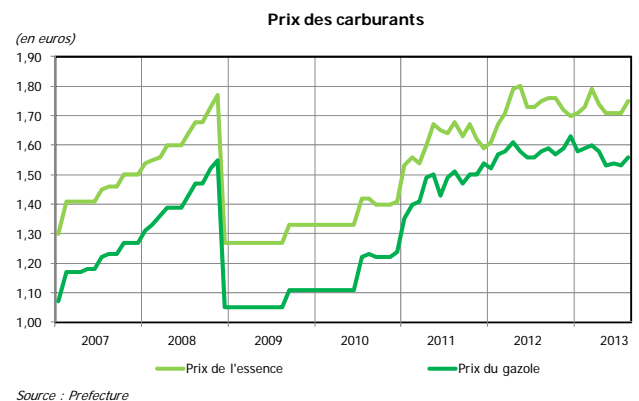
En juin 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse en Guyane (+ 0,2 %), évolution entraînée principalement par celle des prix des services (+ 0,5 %) et de l'alimentation (+ 0,1 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,2 %, principalement tiré par la progression des prix de l'alimentation (+ 2,7 %) et des services (+ 1,1 %). L'augmentation annuelle des prix en Guyane est inférieure à celle constatée à La Réunion (+ 1,3 %) mais supérieure à celle observée en Martinique (+ 1,1 %) en Guadeloupe (+ 1,0 %) et pour la France entière (+ 0,9 %).

### Pétrole

Le 4<sup>e</sup> forage effectué par Shell au large de la Guyane s'est soldé par un échec soit le 3<sup>ème</sup> consécutif après ceux de décembre 2012 et avril 2013. Un dernier puits reste à forer plus proche de la zone où avaient été découvertes les premières traces de pétrole.

### Bilan économique de l'Insee

L'Insee a publié son **bilan économique 2012** sur le département de la Guyane. Ce bilan, publié pour l'ensemble des régions françaises, dresse un état des lieux de l'économie autour de six thèmes communs à toutes les régions plus des chapitres réservés aux spécificités sectorielles régionales. Le bilan économique, comme toutes les publications de l'Insee, peut être retrouvé sur le site internet <http://www.insee.fr/fr/regions/guyane/default.asp?page=publications/publications.htm>



<sup>1</sup> Les émissions nettes sont la différence entre les billets (ou pièces) émis(es) par l'IEDOM (prélèvements) et les billets (ou pièces) retirés (ées) de la circulation (versements). L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré alimentation comprise.

<sup>2</sup> Le taux de retour (ou de reversement) est le rapport entre le nombre de billets ou de pièces versés aux guichets et le nombre de billets ou de pièces prélevés.

## Spatial

Le 25 juillet 2013, Ariane 5 a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, une charge comprenant le satellite de communication Alphasat ainsi que le satellite météorologique INSAT-3D. Il s'agit du 70ème décollage pour le lanceur lourd européen et son 56ème succès à la suite. Alphasat est à la fois le plus gros satellite construit en Europe, avec une masse de 6,65 tonnes et le satellite de communication le plus sophistiqué au monde. Il est par ailleurs le premier satellite de la nouvelle plateforme Alphabus commandée par Inmarsat à Astrium Satellites en partenariat avec l'ESA et le CNES. Le second passager, INSAT-3D, a pour mission de collecter des données météorologiques sur le sous-continent indien.

Par ailleurs, le président du CNES, Jean-Yves Le Gall a dévoilé au mois de juillet la maquette de la future Ariane 6 reposant sur 4 propulseurs à poudre basés sur celui de Vega et un étage supérieur composé du moteur Vinci de la prochaine Ariane 5 ME. L'objectif du futur lanceur est, à l'horizon 2021, de réduire de 30% les coûts de lancement d'un satellite.

## ACTUALITES REGIONALES

### Coopération surinamo-haïtienne

A la suite de la rencontre entre le président surinamais et son homologue haïtien, le ministre haïtien des affaires étrangères, Pierre-Richard Casimir, a inauguré le Consulat Général d'Haïti à Paramaribo où pourra se rendre la communauté haïtienne du Suriname forte de près de 5 000 personnes. Il s'agit d'un premier pas important pour la coopération entre les deux pays.

### Déforestation en Amazonie

L'agence spatiale brésilienne a publié des données satellitaires montrant une recrudescence de la déforestation de la forêt amazonienne. Sur la période d'août 2012 à mai 2013, ce sont 2 338 km<sup>2</sup> de forêt qui ont disparu représentant une augmentation de 35% par rapport à l'année précédente. Pour le seul mois de mai 2013, près de 465 km<sup>2</sup> ont été détruits, ce qui représente une surface cinq fois plus importante qu'en mai 2012. Cette reprise de la déforestation est principalement due à la pression du secteur agricole exportateur de soja dont le Brésil devrait être le premier exportateur en 2013. La partie brésilienne de l'Amazonie a déjà perdu près de 20% de sa superficie depuis 1970.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Juin-13 Août-13	127,0 1,75	[0,2%] [2,3%]	[1,2 %] [0,0%]	Insee Préfecture/Dieccte
		↑	Prix administré du litre d'essence					
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Juin-13	20 053	-[0,7%]	[12,5%]	Pôle emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-13	8 264	[1,1%]	[2,8%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mai-13	15 651	[0,0%]	[11,2%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Mai-13 Cumul	8,6 M€ 42,1 M€	[2,1%]	[10,1%] [10,0%]	Caf
	CONSOMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Juin-13 Cumul	13,0 M€ 78,4 M€	-8,1%	7,1% 7,3%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Juill-13 Cumul	326 2 159	-27,3%	-14,9% -7,3%	Somafi
		↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Juin-13 Cumul	40,4 M€ 238,7 M€	11,0%	35,8% 28,6%	Douanes
	INVESTISSEMENT	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Juill-13 Cumul	72 536	-34,1%	-30,2% -15,0%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR		↓	Exportations (3)	Juin-13 Cumul	19,6 M€ 128,4 M€	-25,7%	17,0% 39,0%	Douanes
	↓	Importations (3) (4)	Juin-13 Cumul	117,5 M€ 785,4 M€	-14,9%	45,3% 26,4%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Juil-13 Cumul à Juil-13	5 tirs (3 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega) 11 satellites		4 tirs à Juil-12 7 satellites et 1 ATV*	Arianespace
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juill-13 Cumul	8 822 tonnes 52 658 tonnes	4,2%	-10,0% -7,3%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Juin-13 Cumul	122 kilos 616 kilos	28,4%	-23,5% -30,7%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	Juin-13 Cumul	4,2 M€ 21,9 M€	37,6%	-35,5% -28,4%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Juin-13	1 342,53 \$	-[5,1%]	-[15,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 Cumul	20 767 m3 74 878 m3	29,8%	215,8% 1,7%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Juin-13 Cumul	52 tonnes 288 tonnes	132,5%	137,8% 7,8%	Douanes
		↓	Exportations de poissons (3)	Juin-13 Cumul	126 tonnes 423 tonnes	-10,1%	-25,1% 11,4%	Douanes
			Exportations de riz (2) (3)	Juin-13 Cumul	0 tonne 0 tonne	n.s	n.s n.s	Douanes
	TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juin-13 Cumul	34 408 198 966	-0,7%	6,9% 6,5%	CCIRG
↓		Nombre de nuitées	Avr-13 Cumul	26 000 99 000	-4,1%	-2,9% -5,5%	Insee	

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicule (Vehicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

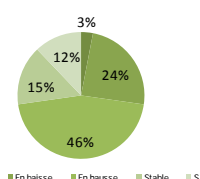
(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Tarifs bancaires : importance du nombre de tarifs moyens en hausse sur un an

Selon le dernier rapport de [l'observatoire des tarifs bancaires 2012](#) de l'IEDOM, entre octobre 2011 et octobre 2012, la part des tarifs moyens en hausse (45,5 %) est élevée en Martinique. En effet, sur un an, le nombre de tarifs en hausse est de 15 sur un total de 33. Ce ratio est toutefois à nuancer car, l'ensemble des tarifs moyens en baisse, gratuits et stables représente 42,4 % du nombre de tarifs (soit 14 sur 33). Par ailleurs, 12,1 % des tarifs ne se prêtent pas à un calcul de moyenne (soit 4 sur 33). A noter enfin que l'ensemble des tarifs faisant l'objet d'un calcul de moyenne n'est en progression que de 1,5 %.

Evolution des tarifs moyens entre octobre 2011 et octobre 2012 pour la Martinique



Source : IEDOM

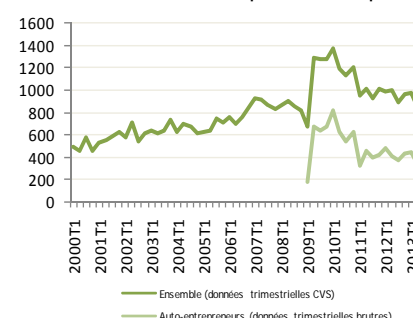
## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Entreprenariat : mobilisation des différents acteurs économiques

Depuis l'année 2000, les créations d'entreprises progressent en Martinique. A partir de 2009, l'on observe une rupture de tendance, tenant à l'entrée en vigueur du régime d'auto-entrepreneur, créé dans le cadre de [la loi de modernisation de l'économie](#). Entre le premier trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2013, l'auto-entreprenariat représente 47,2 % des créations d'entreprises. Toutefois, depuis le deuxième trimestre 2010, les créations d'entreprises sous ce régime sont en recul. Cette évolution est en lien avec la fin de la règle supprimant les limites de chiffres d'affaires.

Différents acteurs économiques martiniquais se mobilisent pour relancer cette dynamique. Pour exemple, la Jeune chambre économique accompagne les jeunes entrepreneurs en leur proposant des formations et travaille sur la création du Label Martinique pour promouvoir la production locale. Le Conseil régional vient de mettre en place la Maison de l'entreprise, dont le but est d'orienter les porteurs de projets face aux différentes démarches à accomplir. De même, la Région organise [un forum de la diaspora](#) et [une conférence des investisseurs](#) afin d'attirer des capitaux privés pour financer les différents projets. Au niveau de la CACEM, deux réseaux, Technopole Martinique/CACEM et Réseau Entreprendre Martinique, viennent de signer un partenariat afin de mieux accompagner les créateurs d'entreprises. Concernant plus particulièrement l'entreprenariat féminin, Initiative Martinique vient de signer une convention avec l'Etat pour reprendre [le Fonds de garantie à l'initiative des femmes](#) (FGIF), dispositif qui concerne aussi bien la création, la reprise ou le développement d'entreprises. Enfin, Martinique-Pionnières vient de recevoir 30 000 euros du partenariat entre l'ADEM-Martinique-Développement, Air France et la Dieccte au titre de l'aide à l'emploi.

Nombre de créations d'entreprises en Martinique



Source : INSEE

### Emploi : légère diminution du chômage en juin

Selon les dernières données (CVS) de la DIECCTE, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Martinique de catégorie A et de catégorie A, B, C diminue respectivement de 2,1 % et de 3,2 % en juin 2013 par rapport au précédent mois. De plus, les demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus sont en recul de 1,7 % sur la même période, et ceux inscrits depuis moins d'un an de 4,9 %. Le principal motif des flux de sorties est la cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (75,1 % des sorties).

### Tourisme : les efforts du secteur

Les acteurs du tourisme en Martinique redoublent d'efforts pour dynamiser un secteur qui a connu des difficultés ces dernières années.

S'agissant du trafic aéroportuaire, le nombre de passager hors transit progresse de 7 % en juin par rapport à l'année précédente, et de 2,4 % en cumul annuel par rapport à l'année précédente. Cette évolution est en lien avec les efforts de la [SAMAC](#) pour développer les dessertes avec l'Amérique du Nord grâce à l'arrivée de deux transporteurs : American Airlines et Seaborne. De plus, XL Airways, la nouvelle compagnie qui dessert les Antilles depuis la métropole, annonce un bilan positif après six mois d'exploitation. Pour sa part, la stratégie d'Air France aux Antilles évolue avec le développement d'accords comme celui avec Air Antilles Express.

Le trafic maritime progresse de 19,9 % en juin en cumul annuel par rapport à l'année précédente. La Présidente du Comité martiniquais du tourisme (CMT) prévoit une augmentation de 50 % du nombre de croisiéristes pour la saison prochaine. La compagnie Costa Croisières France annonce par exemple le doublement de sa flotte pour la saison prochaine (deux bateaux contre un actuellement) avec quatre croisières au départ de Fort-de-France. La compagnie MSC vient de décider d'augmenter sa capacité pour la saison prochaine. La compagnie Croisière de France met à disposition deux nouveaux paquebots pour embarquer à Fort-de-France, un qui fait son retour à partir de novembre 2013 et l'autre qui arrive en 2014. Notons enfin les propositions des organisations syndicales et du Groupement des investisseurs hôteliers des outre-mer en réponse aux problématiques de l'hôtellerie.

### Energie : des hausses significatives

Selon le dernier communiqué de presse de la Préfecture relatif à la fixation des prix des produits pétroliers au 1<sup>er</sup> août 2013, le super sans plomb 95, le gazole et la bouteille de gaz augmentent respectivement de 2,6 % (1,54 € à 1,58 €), 2,4 % (1,26 € à 1,29 €) et 2,9 % (21,51 € à 22,14 €) sur le mois. En variation annuelle, le prix du super sans plomb 95 et de la bouteille de gaz n'évolue pas, tandis que celui du gazole est en repli de 1,5 %.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### CEPALC : la région Martinique à l'ONU !

La Martinique, membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe ([CEPALC](#)) depuis août 2012, était représentée par Catherine Conconne (1<sup>ère</sup> vice-présidente du Conseil régional) à [la 27<sup>ème</sup> session](#) du Comité de suivi de l'organisation à New-York, les 28 et 29 mai 2013. La CEPALC est une commission régionale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Lors de cette réunion, le Conseil régional a participé à l'élaboration du plan d'actions pour l'année 2014-2015 et contribué aux ateliers de travail traitant des priorités économiques et sociales à caractère international, et relatifs au développement d'échanges et de bonnes pratiques. L'adhésion de la Martinique à plusieurs organisations régionales (CEPALC, AEC, OECO, Caribbean Tourism Organization) a pour but d'intégrer le territoire dans son environnement régional en lui permettant d'intervenir dans les domaines liés à ces compétences.

### AEC : Karine Roy-Camille préside le comité spécial sur le tourisme durable

La Martinique, membre associé de l'association des Etats de la Caraïbe ([AEC](#)) depuis avril 2013, s'est vue confier la présidence du Comité spécial sur le tourisme durable de l'AEC depuis février dernier. Cette fonction est assurée par Karine Roy-Camille, la présidente du Comité martiniquais du tourisme. Le 16 et 17 juillet, la Martinique a présidé [la 24<sup>ème</sup> réunion](#) du Comité spécial sur le tourisme durable et la 2<sup>ème</sup> réunion préparatoire de la III<sup>e</sup> réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe. La volonté de ce comité est de faire du tourisme un instrument de développement durable pour ces pays membres. Les pays se sont engagés à ratifier la convention et le protocole de la [Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe](#) (ZTDC) pour une entrée en application au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### CARICOM : la présidence tournante va à Trinidad-et-Tobago

La [34<sup>e</sup> réunion](#) ordinaire de la conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de la Communauté caribéenne et du marché commun ([CARICOM](#)) a eu lieu du 4 au 6 juillet à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago. Cette réunion a permis le passage de la présidence tournante du président haïtien, Michel Martelly, au Premier ministre de Trinité-et-Tobago, Kamla Persad-Bissessar. Ce fût également l'occasion de célébrer les 40 ans de la CARICOM avec une cérémonie de nouvelle signature du Traité de Chaguamamas à la même date et au même endroit que l'accord historique de 1973. De nombreux sujets ont été abordés parmi lesquels les candidatures des membres associés, dont celle de la Martinique, qui feront l'objet d'une prochaine délibération des chefs de gouvernement de la CARICOM.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2013	129,4	+0,1 %	+1,1 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2013	43 315	-2,5 %	+2,8 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juin 2013	21 279	-1,6 %	0,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2013	34 691	+3,2 %	-13,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2013	183,4	-28,2 %	-23,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2013	20,4		-49,9 %
	Taux de couverture mensuel		11,1 %		-6 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mai 2013	45,7	+11,3 %	+5,8 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mai 2013	215,9		-0,1 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juin 2013	17 264	-0,5 %	-1,2 %
	Retraits de cartes bancaires	- juin 2013	4 998		-1,3%

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2013	108 464	-11,3 %	+7,0 %
		- cumul annuel	818 288		+2,4 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2013	0	-	-
		- cumul annuel	73 265		+19,9 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2013	14 366	+6,0%	-16,9 %
		- cumul annuel	86 906		-8,6 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juil 2013	935	-3,6 %	-13,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juil 2013	120	-14,3 %	-30,6 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		6 366		-9,5 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

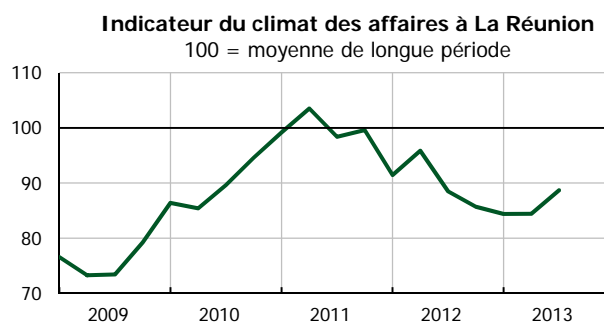
### Progression de l'indicateur du climat des affaires au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Après s'être progressivement stabilisé jusqu'au premier trimestre 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse significativement au deuxième trimestre (+ 4,3 points) pour s'établir à 88,7 points. Il reste néanmoins toujours très en deçà de sa moyenne de longue période.

La composante passée de l'ICA contribue à cette amélioration. Le jugement des entrepreneurs concernant la trésorerie et les délais de paiement est mieux orienté, même s'il reste négatif. Mais surtout, la progression de l'ICA s'explique par les anticipations des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir (3,7 points, contre 0,6 point pour la composante passée).

Les intentions d'investir restent certes mal orientées, mais de manière beaucoup moins prononcée qu'aux trimestres précédents.

Les « premières tendances » au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### Baisse du nombre des effets de commerce impayés au 1<sup>er</sup> semestre 2013

Le nombre d'effets de commerce impayés baisse de 4,5 % au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012, poursuivant ainsi la tendance observée depuis le second semestre 2009. Le montant total déclaré de ces incidents progresse néanmoins de 2,3 %, en raison d'une augmentation du montant moyen (+ 7,1 %).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

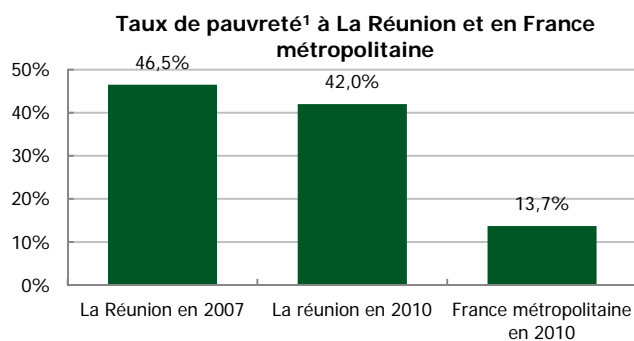
			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Juillet 2013	131,5	+ 1,0 %	+ 1,3 %
	IPC France entière		127,1	- 0,3 %	+ 1,1 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Juin 2013	24 975	+ 27,9 %	- 20,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		136 175	-	- 2,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Juin 2013	406,3	+ 26,5 %	+ 7,4 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Juin	2 519,1	-	- 5,9 %
	Exportations (millions d'euros)	Juin 2013	29,9	+ 64,1 %	+ 15,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Juin	152,1	-	- 0,5 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Juin 2013	133 730	- 1,2 %	+ 7,8 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Juillet 2013	204 563	+ 43,0 %	- 7,9 %
	Cumul	cumul Juillet	1 152 946	-	- 4,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Avril 2013	62 200	- 15,7 %	- 16,3 %
	Cumul	cumul Avril	266 200	-	- 7,1 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	cumul Juin	10 147	-	- 11,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	cumul Juin	123,9	-	- 12,6 %
	Effectifs salariés du BTP	Juin 2013	15 391	- 0,2 %	- 10,2 %



## Hausse du niveau de vie à La Réunion entre 2007 et 2010



<sup>1</sup> Seuil à 60% de la médiane

Sources : Insee, Enquête revenus fiscaux et sociaux ; DGFIP

Entre 2007 et 2010, le niveau de vie médian progresse à La Réunion de 10,9 % en euros constants, soit une hausse nettement supérieure à celle observée en France métropolitaine (+ 2,7 %). L'augmentation profite à l'ensemble des ménages, sauf aux 10 % les plus aisés. Cet accroissement s'explique en partie par les hausses des revenus salariaux et l'instauration du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA).

La croissance rapide des revenus intermédiaires à La Réunion, revenus qui se situent à proximité du seuil de pauvreté, a permis de réduire le nombre de ménages situé en dessous de ce seuil. Ainsi, le taux de pauvreté est passé de 46,5 % à 42,0 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

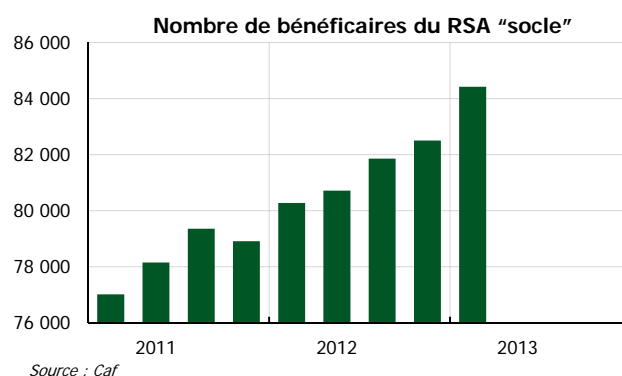
## Diminution du nombre de déclarations d'embauche à fin juin 2013

La caisse nationale de l'Urssaf enregistre fin juin 2013 une baisse de 6,4 % sur un an du nombre de déclarations d'embauche à La Réunion (CDI et CDD de plus de 31 jours, hors intérim). Au niveau national, il diminue de 5,6 %. Les embauches de plus d'un mois se réduisent dans la plupart des régions. Seules les régions Guyane et PACA affichent respectivement une stabilisation et une légère croissance (+ 0,9 %).

## Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 1<sup>er</sup> trimestre 2013

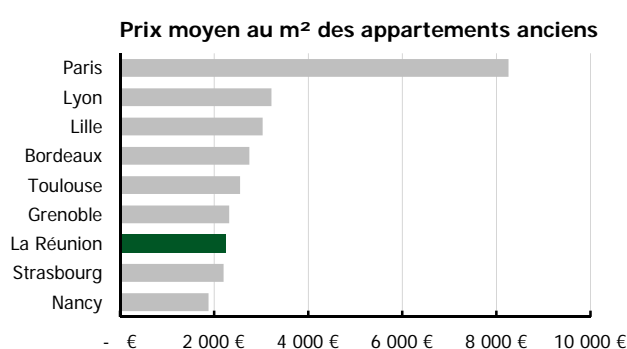
Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, s'inscrit en hausse de 2,3 % à fin mars 2013 par rapport à fin décembre 2012 (+ 5,2 % sur un an). Cette augmentation concerne principalement les couples sans enfant et les personnes de plus de 50 ans, qui progressent respectivement de 4,3 % et de 4,6 %. 198 500 personnes bénéficient ainsi de cette allocation.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 120,9 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.



Source : Caf

## Baisse du prix médian des appartements anciens au 1<sup>er</sup> trimestre 2013



Sources : Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 250 €/m<sup>2</sup> au premier trimestre 2013, en baisse de 11,1 % par rapport au premier trimestre 2012. Cette diminution est supérieure à celle observée en France métropolitaine, où l'indice Notaires-Insee décroît de 1,2 % sur la même période. Le prix médian au m<sup>2</sup> dans l'île est proche de celui observé à Strasbourg et Grenoble, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 260 €/m<sup>2</sup>).

Le prix médian de vente des maisons anciennes est estimé à 176 500 €, en baisse de 11,8 % sur un an. Cette contraction des prix de vente s'observe également au niveau national dans une moindre mesure (diminution de 1,8 % de l'indice Notaires-Insee en glissement annuel).

La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

## Plan renforcé de prévention du risque requin

Jean-Luc Marx, préfet de La Réunion, a présenté le 26 juillet 2013 le plan d'action renforcé de prévention du risque requin à La Réunion. Il a également pris un arrêté portant réglementation temporaire de la baignade et des activités de surf, et de bodyboard, applicable jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Les priorités de ce plan sont la sécurisation des sites nautiques et la valorisation environnementale, sociale, économique et sportive du littoral de La Réunion.

Le plan renforcé de prévention du risque requin est disponible sur [le site de la Préfecture de La Réunion](#).

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

Les émissions nettes de billets ont augmenté de 11,1 millions d'euros après +8,9 millions d'euros le mois précédent (soit +1,7 % après +1,4 % en juin). Elles s'établissent à 661,5 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance à la hausse plus marquée : +2 % (après +1,5 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte depuis la mise en circulation de l'Euro a franchi le seuil des 12 millions dans le courant du mois de juillet ; 73 % d'entre eux sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué plus dynamiquement en nombre qu'en montant au cours du mois, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île se déprécie de 15 centimes et s'établit à 54,9 € au 31 juillet 2013.

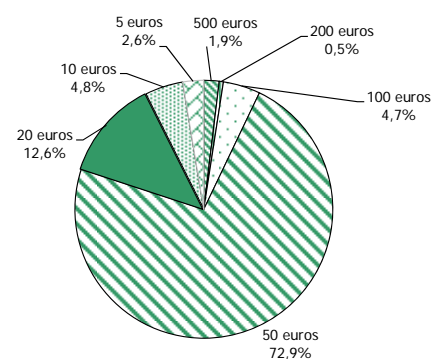
Emissions nettes cumulées de billet au 31 juillet 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 juillet 2013



Source : IEDOM

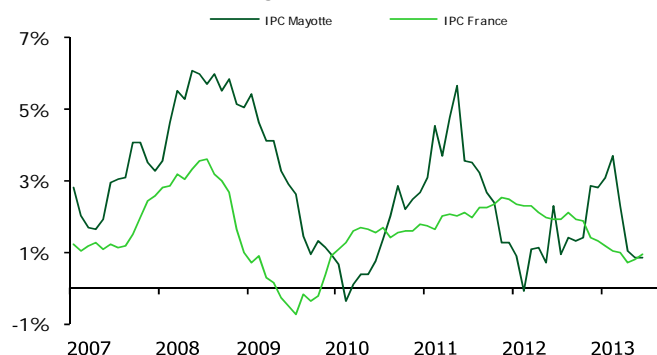
## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Les prix augmentent de 0,3% en juin

L'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,3% en juin sous l'effet de la hausse des prix des services aux ménages (+1,3%) et en particulier de ceux de la restauration (+6,1%) et des transports et communications (+2,9%). Les prix des produits alimentaires et des boissons, ainsi que ceux des produits manufacturés, qui ont un poids important dans l'IPC, sont en revanche en diminution de 0,2%. Par ailleurs, sur le mois, les prix de l'énergie diminuent de 0,2% et ceux du tabac restent stables.

En glissement annuel, la progression de l'IPC atteint +0,9%. Cette fois, ce sont les prix des produits alimentaires et boissons (+3,4%) qui contribuent le plus fortement à cette croissance, les prix des services aux ménages n'augmentant que de 0,8%. Les prix des produits manufacturés baissent de -1,0%, ceux de l'énergie de -0,9%, tandis que les prix du tabac augmentent de 9,3%.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Base 100 : année 2006

Source : INSEE

### Projet de budget européen approuvé par le Parlement : 200 millions d'euros prévus en faveur de Mayotte

À la suite de l'accord politique du 27 juin 2013 entre le Parlement, la présidence du Conseil et la Commission sur le Cadre financier pluriannuel, le projet de budget 2014-2020 de l'Union européenne a été approuvé par le Parlement, le 3 juillet. Le budget, pour un montant total de 960 milliards d'euros en crédits d'engagement (913 milliards pour les paiements), fera l'objet d'un vote final à l'automne prochain. Les priorités fixées par le Parlement sont le transfert des fonds entre les années et entre les postes de dépenses, une révision à mi-parcours en 2016 et l'évaluation du système de financement.

Un montant de 200 millions d'euros est prévu en faveur de Mayotte dans le cadre des fonds structurels, le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen. L'île pourra également percevoir des financements au titre de la pêche, de l'initiative jeunesse (« initiative pour l'emploi ») et du Fonds européen agricole pour le développement rural. Ainsi, selon Monsieur Dacian COLOS, le Commissaire européen à l'agriculture et au développement durable, en visite à Mayotte les 28 et 29 juillet 2013, l'île pourra prétendre à un financement de 110 à 120 millions d'euros dans le cadre du Programme opérationnel spécifique à l'éloignement et l'insularité (POSEI) et du Fonds de développement durable.

### La construction déstabilisée par une pénurie de ciment

La saisie de 6 000 tonnes de ciment comportant un taux de chrome VI supérieur à 0,0002% et donc non conforme aux normes européennes a entraîné d'importantes perturbations dans le secteur de la construction. Pour faire face à la pénurie de ciment et aux difficultés engendrées pour les entreprises du BTP, la Préfecture a mis en place un certain nombre de mesures. La Direction des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte (DIECCTE) a organisé le lundi 29 juillet, une réunion avec les acteurs économiques concernés (importateurs de ciment, représentants de la Confédération de l'artisanat et des

petites entreprises du bâtiment (CAPEB), de la Fédération mahoraise du bâtiment et des travaux publics (FMBTP) et des douanes afin de présenter un dispositif de chômage partiel. Toute entreprise, ne pouvant plus occuper ses salariés à cause de la pénurie, a ainsi la possibilité de se voir rembourser l'allocation spécifique (1,5€ par heure, soit la moitié des indemnités versées) pour les heures effectivement chômées. Par ailleurs, la capacité d'ensilage a été augmentée de 200 à 350 tonnes par jour et s'appliquera dès les prochains approvisionnements en ciment attendus pour début aout.

## Décisions gouvernementales présentées lors de la visite de la Ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique

Les 7 et 8 juillet, la fonction publique mahoraise a accueilli la Ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, Madame Marylise LEBRANCHU. Au cours de son déplacement, la Ministre a annoncé aux organisations syndicales les décisions gouvernementales concernant la situation des agents fonctionnaires. Outre le taux d'indexation de 40% (porté d'ici 2017 et avec un bilan de mi-parcours à réaliser en 2015 pour évaluer l'impact de l'indexation sur les emplois de la fonction publique à Mayotte) qui sera mis en place avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les congés administratifs vont être remplacés par les congés bonifiés comme dans les autres Départements d'Outre-mer (DOM) et l'indemnité d'éloignement par l'indemnité de sujétion géographique. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'affectation ne sera plus limitée à une durée de deux ans renouvelable une fois. En outre, la création d'un groupe de travail permettra d'assurer le suivi des accords de 2009 en matière de titularisation et de corps transitoires. Des mesures pour favoriser l'emploi local dans la fonction publique seront également mises en place à partir des conclusions tirées du rapport du député Patrick LEBRETON qui sera rendu au Premier ministre en septembre prochain.

## Achèvement du nouveau pont de la Kwalé

Autorisé en 2010, le remplacement du pont Kwalé s'est achevé le 2 juillet, après de nombreux reports de la livraison. Les travaux avaient repris en novembre 2012 après 10 mois de réparation des fondations. Après la réception des pieux en 2013, la construction a pu se terminer et permettra d'améliorer les conditions de circulation entre les communes de Tsounzou I et Tsoundzou II. Le pont comporte à présent deux voies et le tonnage des poids lourds n'est plus limité. Le coût de cette construction serait estimé à 6,3 millions d'euros. L'ancien pont doit être rénové et reprendre sa fonction initiale de pont de secours.

## Lancement de l'appel à projets « Estimation de biomasse halieutique des bancs du Geysier, de la Zélée et de l'Iris »

Dans le cadre du X<sup>e</sup> FED régional, le Conseil régional de Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) se sont engagés à construire une « gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des Iles Éparses ». À ce titre, huit actions ont été identifiées, parmi lesquelles figurent des inventaires de la biodiversité des zones marines attractives pour les activités de pêche, le suivi de l'état de santé de ces écosystèmes et le développement d'indicateurs mesurant l'impact des activités humaines sur ces écosystèmes. La première campagne d'actions a été lancée le 10 juillet avec un appel à projet pour l'« Estimation de biomasse halieutique des bancs du Geysier, de la Zélée et de l'Iris ».

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juin-13	117,5	0,3%	0,9%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		avr.-13	7 417	-2,2%	-10,9%
<b>Commerce extérieur</b>  (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-13	27 127	22,5%	18,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-13	78 097	53,2%	17,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-13	349	43,9%	-17,5%
		cumulées	mars-13	920	61,1%	12,2%
	Taux de couverture	mensuel	mars-13	1,29%	0,19 pt	-0,56 pt
		cumulé	mars-13	1,18%	0,06 pt	-0,29 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aérien</b>  (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	juil.-13	414	27,4%	-32,4%
		cumulés	juil.-13	2 753	-	1,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juil.-13	34 477	48,4%	4,2%
		cumulés	juil.-13	161 847	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	juil.-13	54,3	65,5%	24,5%
		cumulés	juil.-13	223,6	-	6,4%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	mars-13	10 462	332029,1%	105,4%
		cumulées	mars-13	20 611	-	4,1%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-13	39 470	-0,1%	2,8%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	mars-13	64 392	-	4,6%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-13	10 059	5,9%	5,3%
		cumulée	mars-13	29 550	-	5,5%
<b>Poissons d'élevage</b>  (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	mars-13	7,5	-	-
		cumulées	mars-13	13,6	-	-
	- en milliers euros	mensuelles	mars-13	48,9	205,5%	-
		cumulées	mars-13	108,1	-	-

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,50%	date d'effet	08/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal		1,00%		08/05/2013
Taux de la facilité de dépôt		0,00%		08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

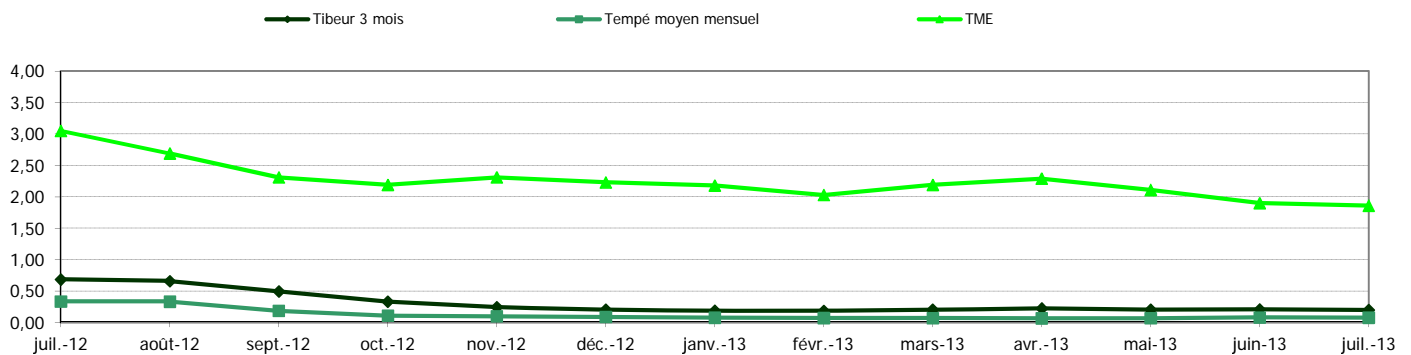
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juillet 2013)				
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0819%	0,0784%	0,0947%	0,0931%	0,1250%	0,2210%	0,3350%	0,5250%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet	
1,90%	1,86%	2,26%	2,31%	2,10%	2,06%	2,46%	2,51%	

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	15,77%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

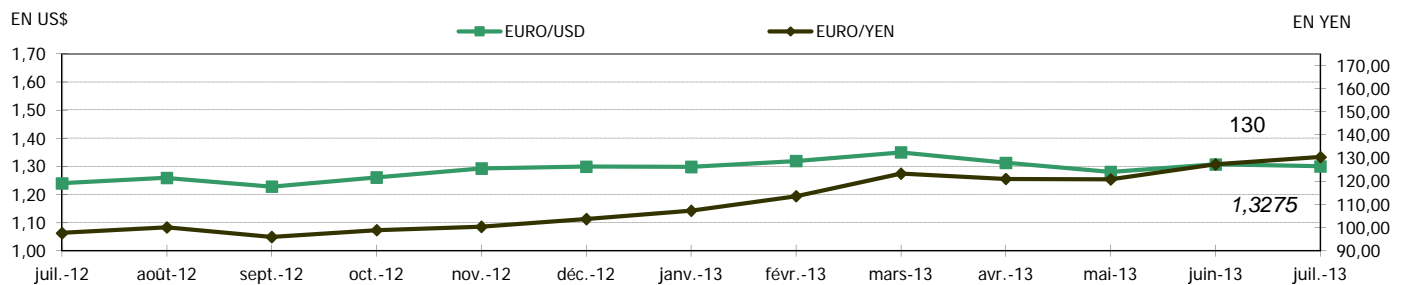
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3275	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,0740	EURO/SRD (Surinam)	4,3899
EURO/JPY (Japon)	130,0000	EURO/BWP (Botswana)	11,37480	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3812
EURO/CAD (Canada)	1,3669	EURO/SCR (Seychelles)	15,94880	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,7853
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87350	EURO/MUR (Maurice)	41,0392	EURO/BBD (La Barbade)	2,6606
EURO/SGD (Singapour)	1,6899	EURO/BRL (Brésil)	3,0330	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,5337
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2946	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,3703	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2910,5726	EURO/XCD (Dominique)	3,5918	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 20 août 2013 - Dépôt légal : août 2013 - ISSN 1284-4438